

NEWSLETTER MARS



Avec sa newsletter mensuelle, STRAT'EMH vous propose un regard sur les actualités des Outre-mer, éclairées par leur environnement régional.

● Parti pris

La France compte 13 territoires ultramarins et dispose, grâce à eux, d'une présence dans tous les océans à l'exception de l'Arctique.

Hérités de l'histoire, ces territoires restent marginalisés dans les réflexions politiques et stratégiques nationales.

STRAT'EMH souhaite mettre en lumière le potentiel des territoires ultramarins à partir de leurs réalités propres et dynamiques endogènes.

Géopolitique

Crise au Moyen-Orient : les économies ultramarines du Pacifique impactées

● Une crise énergétique contenue

À Mayotte, aucune pénurie n'est, à ce stade, redoutée dans les semaines à venir. Deux navires pétroliers sont attendus afin de couvrir les besoins de l'île pour le mois d'avril. La Réunion continue de s'approvisionner en pétrole raffiné depuis Singapour, ce qui limite, à court terme, les conséquences directes de la crise sur les flux énergétiques.

● Le commerce maritime ralenti



À Mayotte, où une large part des importations provient du Moyen-Orient, le ralentissement des flux, combiné à la hausse des coûts d'assurance et de logistique, pourrait impacter les délais d'acheminement et les coûts d'approvisionnement.

Benoît Pascal, directeur régional des douanes et droits indirects de Mayotte, le 26 mars :

« Les armateurs, comme CMA-CGM, ont dû augmenter certains frais à cause de la hausse des assurances. Du côté douanier, aucune mesure spécifique n'est mise en place. »

Toutes les préfectures des Outre-Mer ont annoncé une hausse des prix des carburants à compter du 1er avril.



Le 25 mars, l'Assemblée de la Polynésie française a adopté un collectif budgétaire de plus de 13 milliards de FCFP. Parmi ces crédits, 3,5 milliards viendront alimenter le Fonds de régulation des prix des hydrocarbures.

Lecture STRAT'EMH

La réflexion sur la souveraineté énergétique rejoint aujourd'hui celle de la résilience économique des Outre-mer.

Dans cette perspective, le débat sénatorial de janvier 2026 sur l'exploitation des hydrocarbures en Outre-mer est pertinent. Il remet en question l'interdiction issue de la loi Hulot de 2017.

La souveraineté énergétique des Outre-Mer devra s'appuyer sur une trajectoire de développement adaptée à leurs réalités territoriales (pas seulement sur la compensation de leurs fragilités).

Le cabinet accompagne des initiatives guyanaises de solutions en hydrocarbures et biométhane.

Industries et technologies

Publication d'une note technique sur le dispositif ZFANG par la FEDOM

La note, publiée le 25 février, confirme le rôle stratégique du dispositif « Zones Franches d'Activité Nouvelle Génération » pour les économies ultramarines :

- Compensation d'une partie des surcoûts structurels
- Soutien aux secteurs prioritaires
- Intégration des spécificités du territoire (comme à Mayotte)

Le Brésil intègre le système international TIR

L'adhésion officielle du Brésil à la convention TIR des Nations Unies marque une avancée stratégique pour la facilitation et la sécurisation du commerce régional : réduction de 92% des délais aux frontières et des coûts de transport jusqu'à 50 %.

Le système TIR joue un rôle central dans la valorisation du Corridor bioocéanique et celui du Plateau des Guyanes.

Cette intégration consolide le rôle central du Brésil dans la connectivité logistique en Amérique du Sud.

Un nouvel incubateur en Guyane dans le secteur du spatial

Le 12 mars, l'association Guyane Connect a lancé le "Pre-incubation Lab". Il vise à faciliter l'émergence d'applications à base de données spatiales.

Les futures Assises économiques des Outre-mer sont actées

À l'issue de leurs Assemblées générales respectives tenues le 24 mars, CCI France et CCIOM ont statué sur l'organisation :

- Une séquence opérationnelle en juillet à Saint-Martin pour structurer des propositions opérationnelles
- Une séquence de restitution, en septembre à Paris, pour présenter les propositions stratégiques issues des travaux



La Caribbean Energy Week (CEW) 2026 a eu lieu du 30 mars au 1er avril

Le forum a réuni décideurs publics, investisseurs et industriels autour des hydrocarbures, des énergies renouvelables, de l'exploitation minière et des crédits carbone.

L'événement a mis en lumière le rôle croissant du Suriname, porté par plusieurs projets majeurs menés par TotalEnergies, APA, Shell, QatarEnergy et Petronas.

La présence de représentants de l'Amapá illustre la volonté de structurer un corridor énergétique régional Nord du Brésil-Suriname-Guyane.

Environnement

Pollution de l'air dangereuse à la Réunion

Le Piton de la Fournaise est désormais en éruption depuis deux mois. Les autorités et équipes scientifiques (OVPF), l'Atmo Réunion et la préfecture sont pleinement mobilisés pour surveiller l'évolution des coulées de lave et l'augmentation des polluants présents dans l'air (dioxyde de soufre SO₂). Aucun incident humain n'a été constaté.



Agricole

Emploi agricole ultramarin : l'ODEADOM trace une feuille de route

Sujet clé pour l'avenir agricole des Outre-mer, l'emploi agricole a fait l'objet d'une étude dans les cinq départements ultramarins.

Elle met en lumière plusieurs fragilités majeures : **vieillesse des exploitants, faible attractivité des métiers, marché du travail peu lisible et accès limité à la formation.**

L'étude propose une feuille de route opérationnelle autour de trois priorités :

- Gouvernance
- Renouvellement de la main-d'œuvre
- Montée en compétences

Une nouvelle base de données génétique pour identifier les poissons de Guyane

Une étude publiée le 18 mars 2026 présente une base de données génétique quasi complète des poissons d'eau douce de Guyane, couvrant 369 espèces, soit près de 90 % de la faune connue.

Cet outil permet d'identifier les espèces à partir de l'ADN environnemental prélevé dans l'eau, ce qui facilitera le suivi de la biodiversité aquatique et la gestion durable des milieux aquatiques guyanais.

L'Office français de la biodiversité (OFB) organise du 19 au 22 mai 2026 à Vincennes ses Rencontres techniques "Vers l'atteinte du bon état des eaux en Outre-Mer" :

- Travaux sur l'hydromorphologie des cours d'eau, la restauration des milieux, les zones humides, la chimie et l'écotoxicologie
- Réflexion sur des stratégies ultramarines d'adaptation liées à la ressource en eau



Maritime

Signature d'un accord relatif au droit de poursuite en mer entre la France et les Pays-Bas le 10 mars

L'accord, qui s'inscrit dans le cadre du traité régional de San José de 2003, permettra aux autorités maritimes françaises et aux garde-côtes des Caraïbes néerlandaises de poursuivre un navire suspect au-delà de leurs eaux territoriales lorsque l'autre État ne peut intervenir immédiatement. L'entrée en vigueur dépend désormais des procédures de ratification internes dans les deux États.



Ports de France précise ses attentes sur la stratégie portuaire européenne

Dans une prise de position publiée le 9 mars 2026, Ports de France salue la nouvelle stratégie portuaire européenne, qui reconnaît les ports comme des hubs industriels, énergétiques et logistiques stratégiques.

L'association souligne plusieurs priorités : garantir des conditions de concurrence équitables face aux ports de pays tiers, sécuriser des financements adaptés, simplifier le cadre réglementaire et mieux articuler innovation, transport et sécurité.

Elle insiste sur la nécessité d'intégrer pleinement les ports ultramarins dans la vision européenne.

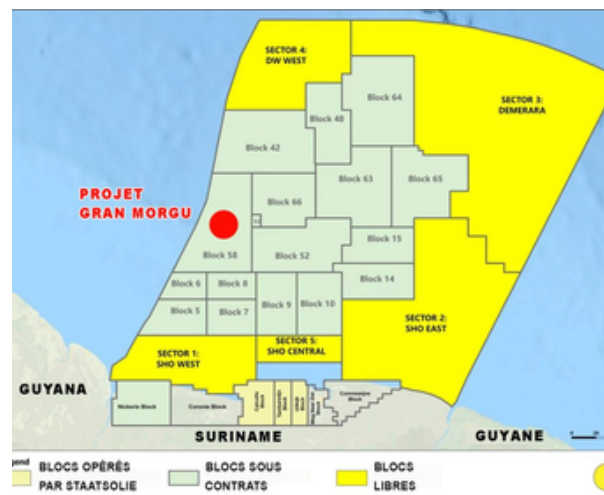
MSC Croisières : entre Antilles françaises et République dominicaine

MSC Croisières renforce son positionnement caribéen avec des escales du MSC Virtuosa en Guadeloupe et Martinique, tout en ouvrant un nouveau port d'attache à La Romana, en République dominicaine, dès novembre 2026.

Le Suriname accélère sur l'offshore avec GranMorgu

GranMorgu est le grand projet pétrolier offshore porté par TotalEnergies sur le bloc 58. Attendue à partir de 2028, cette exploitation doit faire du pays un nouveau producteur d'hydrocarbures.

Pour préparer cette montée en puissance, TotalEnergies a lancé le 9 mars un appel à manifestation d'intérêt afin de former les prestataires locaux, avec l'ambition de renforcer le contenu local. Le groupe évoque \$ 1Mds de retombées économiques locales et 6 000 emplois créés au Suriname sur la durée du projet.



Santé et Social

Publication du Rapport public 2026 de la Cour des Comptes

La Cour met en avant une offre de soins insuffisante et inégalement répartie en Outre-Mer, aggravée par l'isolement géographique, les crises sanitaires et des difficultés de recrutement de professionnels de santé. Elle appelle à un pilotage moins centralisé, de meilleurs indicateurs et un renforcement des dynamiques régionales pour adapter l'offre de santé aux réalités ultramarines.

Extension de la Charte sociale européenne aux Outre-mer

Le Ministère du travail a annoncé l'extension de la protection de la Charte le 19 mars.

Concrètement, à partir du 1er mai 2026, les habitants de Guadeloupe, Guyane, Martinique, Mayotte et La Réunion bénéficieront pleinement de la garantie de ces droits par cette Charte, tout comme ceux de Saint-Martin, Saint-Barthélemy et Saint-Pierre-et-Miquelon, dans les domaines relevant de la compétence de l'État.

L'IEDOM Guyane publie une étude sur l'économie informelle

L'étude publiée le 5 mars 2026 met en lumière l'ampleur de l'emploi informel en Guyane : **40,8 % des personnes interrogées ayant travaillé au cours des deux dernières années déclarent avoir exercé au moins une fois une activité non déclarée.**

Les femmes et les étrangers apparaissent comme les plus exposés.

Les secteurs les plus touchés sont les services à la personne, le commerce, l'agriculture, la sylviculture et la pêche.

L'IEDOM met en avant des causes profondes :

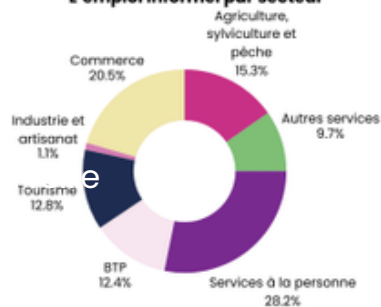
- La faible intégration des ménages à l'économie formelle
- Les inégalités d'accès aux infrastructures entre communes
- L'urbanisation spontanée
- La porosité des frontières, qui favorise certaines activités illégales

L'emploi informel est fréquent en Guyane

40,8%

des travailleurs interrogés ont effectué **au moins une activité non déclarée** au cours des deux dernières années.

L'emploi informel par secteur



60,7%

des travailleurs informels exercent pour **leur propre compte.**

Source : enquête emploi informel IEDOM 2025

iE

Les maladies de l'appareil circulatoire, premières causes de décès en Guyane

Dans un bulletin régional publié pour la première fois le 10 mars, Santé Publique France analyse les principales causes de mortalité en Guyane.

NEWSLETTER MARS



Avec sa newsletter mensuelle, STRAT'EMH vous propose un regard sur les actualités des Outre-mer, éclairées par leur environnement régional.

- **L'équipe vous donne rendez-vous le mois prochain pour la newsletter d'avril !**